

documents mentionnés à l'article **D. 6275-1**. Son silence fait naître, au terme de ce délai, une décision implicite acceptant le dépôt du contrat.

D. 6275-4

Décret n°2019-1489 du 27 décembre 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute modification d'un élément essentiel du contrat fait l'objet d'un avenant transmis à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétente pour dépôt dans les conditions fixées au présent chapitre.

D. 6275-5

Décret n°2019-1489 du 27 décembre 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le contrat d'apprentissage est rompu avant son terme, l'employeur notifie sans délai la rupture, et par tout moyen approprié, à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Contrat d'apprentissage : Dépôt du contrat dans le secteur public non industriel et commercial

> Apprentissage dans la fonction publique : quelles sont les règles ? : Dépôt du contrat dans le secteur public non industriel et commercial

## *Livre III : La formation professionnelle continue*

### *Titre Ier : Dispositions générales*

#### *Chapitre II : Accès à la formation professionnelle continue*

D. 6312-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, les établissements d'enseignement publics et privés, les associations, les organisations d'employeurs, de salariés et familiales, ainsi que les entreprises, concourent à assurer la formation professionnelle continue.

#### *Chapitre III : Catégories d'actions*

##### *Section 1 : Action de formation*

R. 6313-1

Décret n°2018-1330 du 28 décembre 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'action de formation mentionnée au 1° de l'article **L. 6313-1** peut être organisée selon différentes modalités de formation permettant d'acquérir des compétences.

Selon les modalités de formation composant le parcours pédagogique, les moyens humains et techniques ainsi que les ressources pédagogiques, les conditions de prise en charge par les financeurs peuvent être différenciées. Sont considérés comme financeurs au sens du présent chapitre les employeurs, les organismes mentionnés